



**GOVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion  
Ministère délégué auprès du ministre de l'Europe et des  
Affaires étrangères, chargé du Commerce extérieur  
et de l'Attractivité  
Secrétaire d'Etat auprès du Ministre des Solidarités et de la  
Santé, chargé de l'Enfance et des Familles

*Les Ministres*

*Paris, le*

**21 AVR. 2021**

Monsieur le Directeur général,

Le 11 juin 2019, à l'occasion de la Conférence internationale du Travail célébrant le Centenaire de l'Organisation internationale du Travail (OIT) à Genève, le Président de la République Emmanuel Macron a salué la prise de présidence par la France du Partenariat mondial pour l'élimination du travail des enfants à l'horizon 2025 ainsi que du travail forcé, de la traite des êtres humains et des formes contemporaines d'esclavage d'ici 2030 (Alliance 8.7).

L'action menée par l'Alliance 8.7 s'inscrit pleinement dans l'engagement de la France en faveur d'une mondialisation plus juste et plus durable, porteuse de progrès et de respect de la dignité et des droits fondamentaux des personnes.

Pour atteindre la Cible 8.7 des objectifs de développement durable d'ici 2030, le défi demeure considérable. Selon les dernières estimations publiées par l'OIT, à travers le monde, près de 40 millions de personnes sont encore victimes de formes contemporaines d'esclavage et 152 millions d'enfants sont contraints au travail dans des conditions en contradiction avec leurs droits à l'éducation et à la santé.

Alors que les conséquences économiques et sociales de la pandémie de la Covid-19 sont susceptibles de remettre en cause de manière dramatique les progrès réalisés ces dernières années vers l'atteinte de la cible 8.7, l'ensemble des acteurs publics et privés se doit d'unir ses forces et de redoubler d'effort dans cette direction.

Au-delà des engagements pris par la France lors de la IV<sup>e</sup> Conférence mondiale sur l'éradication du travail des enfants (Buenos Aires) en 2017, de son action en tant que Présidence de l'Alliance 8.7 et des contributions financières apportées par ses deux ministères de l'Europe et des Affaires étrangères et du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, la France souhaite accélérer ses efforts dans l'atteinte de la cible 8.7 sur son territoire national, dans sa coopération européenne et internationale, ainsi que tout au long des chaînes d'approvisionnement mondiales de ses entreprises multinationales et dans ses commandes publiques.

*.../...*

**Monsieur Guy RYDER**

**Directeur général de l'Organisation internationale du Travail (OIT)**

Notre gouvernement se tient donc prêt à initier un processus multipartite associant ses administrations publiques, ses réseaux d'entreprises, les partenaires sociaux, les associations et les ONG, en vue d'accélérer ses actions déjà déployées dans la lutte contre le travail des enfants, le travail forcé, la traite et les formes contemporaines d'esclavage.

En ce sens, conformément aux procédures détaillées dans la note d'orientation des pays pionniers, après consultation des ministères concernés, réunis en formation interministérielle ce 2 mars 2021 et après consultation des partenaires sociaux réunis en Commission consultative pour l'OIT (Commission 144) le 5 mars 2021, le Gouvernement de la France voudrait solliciter le statut de Pays Pionnier de l'Alliance 8.7 et désigner **Mme Anousheh KARVAR** comme «haut fonctionnaire chargée de mener l'effort d'accélération » pour la France:

**Madame Anousheh KARVAR**

Déléguée du Gouvernement auprès de l'OIT et des G7-G20 Travail-Emploi

Présidente du Partenariat mondial contre le travail des enfants, le travail forcé, l'esclavage contemporain et la traite des êtres humains (Alliance 8.7)

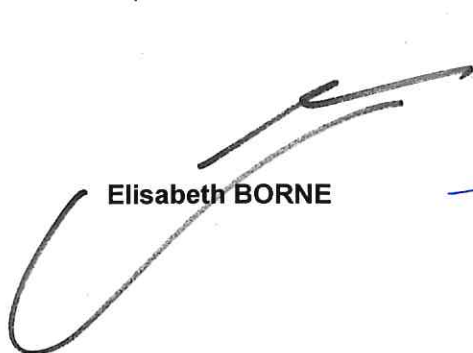
Anousheh.karvar@sg.social.gouv.fr

14, avenue Duquesne

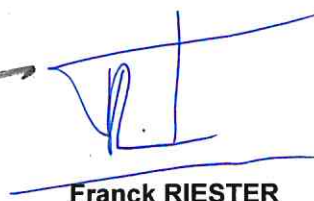
75350 Paris cedex 07

Nous nous félicitons de pouvoir compter sur le soutien du Secrétariat de l'Alliance 8.7 et de ses membres afin de créer une dynamique forte et ambitieuse qui se poursuivra dès les prochains jours avec la consultation de l'ensemble des acteurs privés et publics en vue de dessiner les premiers contours d'une nouvelle stratégie « France Pays Pionnier de l'Alliance 8.7 ».

Sachant pouvoir compter sur votre plein soutien, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de notre haute considération.



**Elisabeth BORNE**



**Franck RIESTER**



**Adrien TAQUET**